

*La rectrice de l'académie d'Amiens a envoyé une lettre aux personnels de l'académie d'Amiens le 2 juin dernier.*

Dans cette lettre, elle réussit un exploit : convoquer les éléments de langage les plus ridicules du ministre Blanquer comme du président Macron.

À Blanquer, elle emprunte la formule « notre belle maison » pour désigner le service public qu'elle contribue à dégrader avec constance. La formule prêterait à sourire si la rectrice n'y ajoutait pas une autre tournure propre à Blanquer : « l'enracinement dans les valeurs ». Le caractère désuet des formules employées n'est pas anecdotique : l'idéologie réactionnaire du ministre transpire dans cette lettre.

À Macron, la rectrice emprunte le ton de général d'opérette et le discours guerrier, allant jusqu'à évoquer « l'appel du devoir ».

Si la rectrice croit pouvoir se dédouaner par quelques formules de remerciements de devoir rendre compte de la politique qu'elle contribue à mettre en œuvre, elle se trompe.

Chaque année, l'académie d'Amiens perd des postes. 80 postes sont supprimés dans le second degré. L'augmentation de nombre de postes dans le premier degré annoncée en catastrophe par Blanquer en avril après les suppressions de postes initiales ne compense pas les doublages. Les méthodes de calcul changent chaque année pour maquiller les baisses de moyens.

Les établissements les plus touchés par les suppressions en moyens horaires, et donc connaissant une forte augmentation du nombre d'élèves par classe, sont les établissements de secteur dans les quartiers populaires, et en zone rurale.

**Il y a deux mondes d'après qui se dessinent : celui rêvé par la rectrice et le ministre Blanquer, fait d'autoritarisme et de dégradation du service public d'éducation derrière le paravent de discours faussement bienveillants ; et celui que défend SUD éducation, avec l'union syndicale Solidaires et toutes les organisations (CGT, FSU, Unef, Oxfam, Attac, Greenpeace...) qui ont publié un plan de sortie de crise en trente-quatre mesures de rupture avec le capitalisme. Dans l'éducation, cela passe par un plan de recrutement et de formation massif sur plusieurs années pour enfin construire un service public d'éducation laïc, gratuit, et émancipateur.**

*Amiens, le 5 juin 2020*

